

# Remettre en cause la domination de l'argent prédateur

**Alain Obadia**

*Vice-Président de la Fondation Gabriel Péri*

**V**ivons-nous une crise de civilisation ? Pour répondre à cette question, il me semble utile de rappeler que le terme «civilisation» désigne usuellement l'ensemble des caractéristiques spécifiques à une société et cela dans les différents domaines qui la constituent : économiques, sociaux, moraux, politiques, intellectuels, scientifiques et techniques, etc.

La nature globale, mondiale et systémique de la crise que nous vivons incite à répondre par l'affirmative à la question posée.

Comme jamais auparavant, le système capitaliste est contesté. Les voies pour le dépasser ne sont pas encore claires, ce qui conduit à des doutes sur la possibilité d'y parvenir. Mais les rangs de ceux qui considèrent que la logique de ce système est la meilleure pour assurer la prospérité du monde se sont singulièrement éclaircis.

Les méfaits de la logique du profit roi touchent tous les domaines de la vie sociale. Ils corrompent jusqu'aux activités les plus altruistes : celles dont la fonction est de rapprocher les hommes ou de rendre leur vie meilleure : l'art, le sport, la culture, la médecine, la science, etc.

Jamais le sentiment que le monde marche sur la tête n'a été aussi répandu.

Cela ne conduit nullement et de manière automatique à une prise de conscience généralisée de la nécessité et de la possibilité d'une transformation sociale et démocratique tournée vers le progrès humain durable.

Le poison du chacun pour soi consubstantiel à la logique du capital est très présent dans la société occidentale et se diffuse très rapidement sur toute la

planète. Par ses effets directs ou parce qu'il écrase la dignité des peuples, il peut déboucher sur des aventures rétrogrades et autoritaires.

En même temps, comme nous le voyons en ce moment dans le monde arabe, l'aspiration au progrès social et démocratique s'exprime avec force.

L'avenir n'est pas écrit d'avance et les forces du progrès humain doivent faire face aujourd'hui à de rudes batailles et à de lourdes responsabilités.

Revenons de manière un peu plus développée sur ces différents aspects.

En premier lieu, la crise que nous vivons n'est pas une calamité tombée du ciel dont personne ne serait responsable et que les décideurs politiques et économiques subiraient comme les autres.

Cette crise est celle du capitalisme libéral, de ses mécanismes et de ses logiques. Rappelons que le capitalisme libéral n'est pas le résultat de la génération spontanée. Il est la conséquence de décisions politiques prises à la fin des années 1970 par les États capitalistes les plus puissants : alignement sur les thèses monétaristes, libre circulation des capitaux, création de l'OMC en dehors des institutions de l'ONU, « Consensus de Washington » qui codifie les mesures structurelles à imposer aux pays ayant recours au FMI, privatisation des services publics, dérégulation des économies et des échanges internationaux au profit des multinationales et des groupes financiers, réduction des politiques publiques à l'impuissance. En France c'est une loi de 1993 qui—pour se conformer aux règles du jeu libéral—impose au gouvernement d'avoir recours à des emprunts privés à des taux plus élevés que ceux de la Banque de France. C'est ainsi que la gestion de la dette publique est passée sous la coupe des marchés financiers.

Les peuples paient aujourd'hui chèrement le prix de ces politiques.

La crise ne trouve pas ses racines dans la seule sphère financière. C'est une crise systémique.

La recherche du taux de profit maximum représente l'alpha et l'oméga des décisions essentielles. C'est la caractéristique même du capitalisme.

C'est vrai, bien sûr, dans la finance.

La logique spéculative des marchés fait chaque jour la preuve de sa malfaisance. Les bonus des *traders*, les *stock options* qui défrayent la chronique ne sont que la petite partie émergée d'un iceberg de bien plus vaste dimension. C'est tout le système financier qui fonctionne comme une génératrice à produire de la crise. Dernier exemple en date : après la crise des *subprimes*, les budgets publics ont augmenté de 5 000 milliards de \$ pour sauver les banques. Un an et demi après, la démonstration est faite que ces sommes ont été utilisées pour une part importante dans la spéculation sur les matières premières... ou contre les « dettes souveraines » des États engendrées justement par cette opération de sauvetage.

Mais la sphère financière n'est pas seule en cause. La crise trouve aussi ses racines dans le quotidien de la gestion des entreprises avec les conséquen-

ces que l'on connaît sur l'exploitation des salariés de tous les secteurs et sur l'étranglement des PME par les donneurs d'ordre et/ou par les banques. Les taux de rentabilité à deux chiffres exigés par les actionnaires—le plus souvent des grands fonds d'investissement—essorent les entreprises, poussent aux logiques de *low cost*, de *dumping* social fiscal et environnemental et de délocalisation.

Mais la crise dépasse de loin l'économie. Elle concerne tous les domaines de la vie en société.

C'est une crise de la gouvernance mondiale, les mécanismes de coopération entre les peuples ayant été systématiquement affaiblis ou démantelés. Les institutions de l'ONU sont décriées. Non parce qu'elles devraient faire l'objet d'une réactualisation nécessaire après plus de 60 ans d'existence mais parce qu'elles entravent les ambitions de domination des États occidentaux. L'OTAN—qui ne devrait pourtant plus avoir aucune raison d'être depuis la fin de la guerre froide—est devenue au fil du temps le bras armé des plus puissants. Les agences et programmes spécialisés de l'ONU tels le PNUD, la FAO, l'OIT, etc. sont invariablement relégués au second plan derrière la toute-puissance de l'OMC et du FMI. Les règles de fonctionnement de ce dernier en font d'ailleurs une institution au service de son principal «actionnaire», les États-Unis. Alors que le déficit budgétaire américain annihilé par le rôle de monnaie de réserve du dollar est l'une des causes principales du désordre monétaire international, le FMI est totalement muet sur le sujet. Dans le même temps, il est impitoyable avec la Grèce...

Quant à l'OMC, ses règles s'imposent *de facto* dans tous les domaines. Concernant par exemple le travail et les droits sociaux, logiquement ce devrait être l'OIT qui impose le respect de normes sociales correctes à l'échelle internationale. En effet l'OIT est une organisation universelle, où les représentants des États, des employeurs et des travailleurs sont représentés sur un pied d'égalité. Or de fait, les normes et décisions de l'OIT n'ont aucun poids, aucune valeur, par rapport à celles de l'Organisation mondiale du commerce : les États et les multinationales qui ne respectent pas les principes fixés par l'OIT ne sont l'objet d'aucune sanction. Quant à l'OMC elle-même, elle n'est pas tenue de prendre en compte, ni *a fortiori* de respecter, les principes de base de l'OIT car elle n'est pas soumise au système onusien.

Dans les faits, c'est le triomphe de la mise en concurrence généralisée des travailleurs à l'échelle de la planète, de la course au moins disant social. C'est la lutte à couteaux tirés pour s'assurer, parfois par la guerre, la maîtrise des matières premières et des sources d'énergie. C'est la logique prédatrice du capital qui ravage l'écosystème.

En France comme dans de nombreux pays, alors que les prix des produits de base, alimentation, loyers, chauffage, essence, connaissent des hausses vertigineuses, les salaires restent bloqués, le chômage massif et la précarité galo-

pante font des ravages, l'avenir apparaît bouché pour la majorité du peuple et notamment pour la jeunesse.

Cela engendre une crise profonde de la politique et de la démocratie représentative. Taux d'abstention massifs dans les élections, notamment dans les couches populaires ; montée du Front national et de ses idées de xénophobie et d'exclusion.

C'est également une crise des valeurs dans une époque où tout est subordonné à l'argent prédateur : le travail, l'éducation, la santé, la recherche, la culture, les services publics. L'idéologie dominante tente d'imposer une vision du chacun pour soi selon laquelle les solidarités, les approches collectives n'ont plus lieu d'être. Sous divers angles, on nous répète que le progrès n'est plus de saison, on veut en finir avec la notion même de progrès humain.

Dans ce contexte, la construction européenne, pourtant si nécessaire, vit une crise existentielle tant les institutions et les politiques de l'Union sont incapables de répondre aux défis de l'époque, tant elles sont façonnées pour tenir les peuples à l'écart et tant elles sont orientées vers les desiderata du capital.

Ainsi, le capitalisme confirme son incapacité à répondre aux grands défis posés à l'humanité dans une logique favorable aux peuples.

Même son aptitude à développer des forces productives est distordue par la dictature du profit. On le voit par exemple dans le domaine de la recherche scientifique et de ses avancées.

Édifier un nouvel âge du développement humain sur toute la planète, telle est la responsabilité historique que doit assumer l'humanité. Dans cette perspective, il est indispensable de s'appuyer sur la nouvelle donne que constituent l'essor et le dynamisme des pays émergents tout en initiant un nouveau mode de gestion des ressources sur une base durable, solidaire, fondée sur la coopération.

Ce nouveau mode de développement implique de prendre la mesure des révolutions qui sont à l'œuvre et de déterminer les politiques aptes à y répondre :

- révolution démographique avec les avancées rapides de la médecine, et l'exigence d'une véritable égalité homme/femme dans le travail comme dans la famille ;
- révolution informationnelle qui transforme fondamentalement l'acquisition des savoirs, bouleverse le travail et les modes de vie, tout en étant porteuse d'une logique de partage ouvrant des horizons fondamentalement neufs ;
- révolution écologique car il faut assurer une gestion rationnelle des matières premières, de l'énergie, prendre les mesures nécessaires face au réchauffement climatique, sauvegarder la biodiversité ;
- révolution citoyenne car les décisions à prendre face à ces défis sont trop importantes pour être confisquées par une oligarchie. C'est vrai dans la cité comme à l'entreprise : les salariés doivent avoir prise sur l'organisation du

travail, sur ses finalités comme sur les gestions. Plus généralement, l'utilisation de l'argent et des ressources doit être partie intégrante du débat démocratique et ne plus être confisquée par la loi des marchés.

Et cette liste n'est pas exhaustive.

Mais comme on le voit, sur tous ces sujets il faut faire reculer jusqu'à la démanteler la domination de l'argent capital au service du profit.

Établir ces constats ne signifie en rien que le capitalisme s'effondrerait de lui-même et qu'il connaîtrait aujourd'hui sa crise finale. Du «capitalisme vert» sauce libérale à la recherche d'un nouveau compromis mondial sur le dos des peuples, en passant par le recours à l'autoritarisme ou aux escalades militaristes et bellicistes, les pistes de survie ne manquent pas pour les tenants du système. Mais pour des millions de gens cela risque de se traduire par une régression massive et, pour tous, par un monde de plus en plus dangereux et inhumain.

Ainsi la question est posée : que faire et comment, avec quelles forces, pour ouvrir un autre avenir ?

L'une des données fondamentales de la situation depuis 2008 est que le regard porté sur le capitalisme a changé. Des millions de gens dans le monde du travail, dans les milieux intellectuels posent le même diagnostic accusateur. Les mouvements sociaux intègrent, de fait, l'idée selon laquelle un changement de logique est indispensable dans les domaines qui les concernent. Cela se vérifie également dans de nombreux pays d'Europe. Plus globalement, le monde bouge ; l'exemple de la Tunisie et peut-être demain de l'Égypte en sont une illustration éloquente.

Cela ne signifie évidemment pas que les voies de l'alternative apparaissent clairement. Les défis à relever sont massifs, le sentiment qu'il faut déplacer des montagnes pour y parvenir est fortement ancré et les débats au sein des forces progressistes sont ardues.

Mais ce changement de climat constitue un point d'appui essentiel. C'est bien en se fondant sur les exigences populaires et sur les luttes qui les expriment que nous pourrions avancer. C'est bien en travaillant à rassembler autour d'elles que se constitueront les fronts de résistances, de proposition et de transformation indispensables.